



Lettre n° 21 du 14 avril 2017

Au sommaire :

- **Quand la vérité crève l'écran face à l'imposture... Votez et faites voter Philippe Poutou** - Galia Trépère
- **1995-2017, retour sur des occasions manquées... Éléments de bilan pour préparer la suite**  
Yvan Lemaitre

## **Quand la vérité crève l'écran face à l'imposture... Votez et faites voter Philippe Poutou**

Décidément, Hollande aura été au bout du ridicule et de l'indignité. N'a-t-il pas déclaré à son entourage, selon Le Monde du 12 avril, « Cette campagne sent mauvais. » ? A cause des affaires, de la mise en examen de Fillon ? Vous n'y pensez pas. Il s'alarme à mots couverts d'un deuxième tour Le Pen – Mélenchon, qu'il renvoie dos à dos pour mieux lâcher Hamon, liquider le Parti socialiste et soutenir Macron en disant « La politique a besoin de renouvellement ». Jusqu'au bout, comme tout au long des 5 dernières années, Hollande aura servi les classes dirigeantes contre son propre parti au mépris de celles et ceux qui l'avaient porté au pouvoir.

Oui, il y a vraiment de quoi être écœuré par ces hommes politiques satisfaits de servir les grosses fortunes et le patronat, englués dans les affaires de corruption, les reniements et leurs calculs manœuvriers de carriéristes. Voilà pourquoi, pour des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes, le débat entre les 11 candidats le soir du 4 avril où Philippe Poutou a osé dire leur fait à Fillon et Le Pen a été un événement. « Depuis janvier, c'est le régal, Fillon, il est en face de moi, plus on fouille, plus on sent la corruption, la triche. En plus c'est des bonhommes qui nous expliquent qu'il faut la rigueur, et ils piquent dans les caisses ». Une vérité claire et nette face à l'arrogance d'un Fillon qui exige la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans et une augmentation de 2 % de la TVA alors qu'il a fait attribuer à sa femme et à ses enfants, avec de l'argent public, plus d'un million d'euros de salaires pour des emplois fictifs !

Philippe aura été le premier à faire taire Le Pen et à fustiger sa démagogie prétendument anti-système. « Le Pen aussi, on pique dans les caisses publiques. Là, c'est pas ici, c'est l'Europe. Alors pour quelqu'un qui est anti-européen, ça pose pas de problème de piquer l'argent de l'Europe ».

Et un peu plus tard : « Le FN se dit anti-système mais se protège grâce aux lois du système avec son immunité parlementaire et refuse d'aller aux convocations policières, donc peinard ! ». Et lorsque Le Pen ironise -« ce coup-là, vous êtes pour la police »-, la réponse est cinglante : « Nous, quand on est convoqué par la police, nous n'avons pas d'immunité ouvrière, on y va ».

### **Parce que travailleurs, parce que révolutionnaires**

Nathalie Arthaud, la candidate de Lutte ouvrière, a enchaîné sur Philippe à l'adresse de Le Pen : « Vous nous faites des leçons de tolérance zéro en permanence pour les jeunes, il ne faut rien accepter, et vous ne vous rendez pas à la convocation des juges ! [...] Quand on est travailleur, quand on est ouvrier, quand on est au chômage, des comptes, on en rend tous les jours, même quand on est malade, qu'on est en arrêt maladie, qu'on a parfois une maladie grave, on est contrôlé, à domicile, on vient voir si on est bien là, si on est bien malade ».

Ce sont les deux candidats d'extrême gauche, des travailleurs, des révolutionnaires, qui ont cloué le bec à Fillon et Le Pen. Et ce n'est évidemment pas un hasard. Au débat entre les 5 « grands » candidats, rien n'avait été dit sur les affaires au point que Mélenchon avait évoqué des « *pu-deurs de gazelle* » mais sans en dire beaucoup plus lui-même. Philippe Poutou et Nathalie Arthaud ont souligné, eux, la frontière de classe qui les sépare des représentants des classes possédantes et dirigeantes. Ils ont bousculé les faux-semblants et l'hypocrisie d'une démocratie tronquée où des politiciens prétendent parler au nom des intérêts de la population alors qu'ils représentent ou postulent à représenter grandes fortunes, actionnaires et dirigeants des grands groupes industriels et financiers qui détiennent la réalité du pouvoir.

« *Philippe Poutou, l'irruption du réel* », titrait Christophe Gueugneau, journaliste à Médiapart, le lendemain. Ce qui s'est révélé en toute clarté au débat, c'est ce que de très nombreux travailleurs ressentent, l'existence de deux mondes, le monde ouvrier, des classes populaires, de celles et ceux qui ont « *un travail normal* » comme disait Philippe à propos de Nathalie Arthaud et de lui-même dans sa première intervention et le monde des politiciens qui servent les intérêts des plus riches.

Beaucoup que nous rencontrons dans cette campagne nous disent leur plaisir d'avoir entendu dire tout haut ce qu'ils pensent. C'est une dignité, une fierté retrouvées, l'expression d'une conscience de classe.

### **Dans la continuité du mouvement contre la loi travail**

Les interventions de nos deux camarades ont suscité de nombreuses marques de sympathie dans la population et même chez des professionnels des médias ou des personnalités politiques, mais aussi et cela n'a rien de surprenant, des réactions violemment hostiles.

Au cours du debriefing d'après débat par les journalistes de BFM, Anna Cabana a exprimé une forte indignation devant ce qu'elle a appelé l'« *irrespect* » et un « *manque de dignité* » de Philippe Poutou !

Mais la palme de la bêtise et de la vulgarité revient incontestablement à Marion Maréchal Le Pen qui a jugé Philippe « *crasseux, mal rasé et mal élevé* ». Quelle crasse intellectuelle et morale !

Mais cela donne une idée de la pression à laquelle les travailleurs font face quotidiennement de la part de tous ceux qui veulent leur faire accepter comme normale l'exploitation et son aggravation.

Face à ce rouleau compresseur, relever la tête, c'est d'abord une question politique, ne plus être dominé par les idées et les préjugés de l'adversaire, ressentir au contraire la légitimité de nos besoins et de nos droits. De la même façon, contre la loi travail, c'est la liberté et l'affranchissement des jeunes par rapport aux directions syndicales qui ont bousculé les appareils, lancé le mouvement qui s'est ensuite développé grâce à l'intervention des travailleurs et des militants eux-mêmes. La force pour aller au-delà reposera sur une conviction largement partagée non seulement de l'illégitimité de la bourgeoisie à diriger la société mais également de la possibilité et nécessité que la classe ouvrière, les travailleurs, la jeunesse, postulent à la direction de la société et exercent collectivement et démocratiquement le pouvoir. Une conviction qui a pour point de départ la compréhension que les travailleurs font d'ores et déjà fonctionner toute la société et que la puissance des classes possédantes repose avant tout sur leur capacité à parasiter l'ensemble de l'activité sociale grâce à la propriété privée capitaliste.

### **Faillite des classes dirigeantes et de leurs représentants**

De ce point de vue, la campagne présidentielle est l'occasion de souligner la faillite des classes dirigeantes dont

toutes les réponses aux maux engendrés par la crise de leur propre système ne font qu'aggraver la situation.

Sur le plan social, la course sans fin à la rentabilité et à la compétitivité dont on nous dit qu'elles sont les seules solutions pour « *ramener de l'emploi* » conduit à toujours plus d'austérité, de précarité et de chômage pour les classes populaires et toujours plus de cadeaux pour les capitalistes.

En réalité, la classe dirigeante, le grand patronat et ses serviteurs dans les gouvernements n'ont aucune autre préoccupation que celle de maintenir et accroître les profits au prix d'une régression sociale sans précédent pour la population. Et ils ont pleinement atteint leurs objectifs avec Hollande puisque sur l'année 2016, les entreprises du CAC40 ont réalisé plus de 75 milliards d'euros de bénéfices, dont plus de 55 milliards ont été reversés à leurs actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions. La logique de leur domination, dans le cadre d'une économie de marché soumise à une exacerbation de la concurrence mondiale, les conduit à aller jusqu'au bout de la remise en cause de tous les progrès sociaux gagnés par les luttes ouvrières.

### **La perspective révolutionnaire est la seule réaliste**

Cette régression sociale s'accompagne d'une remise en cause des droits démocratiques. L'état d'urgence mis en place au lendemain des attentats terroristes de novembre 2015 a été utilisé pour justifier l'interdiction de manifestations et le gouvernement a ordonné pendant le mouvement contre la loi Travail un déploiement policier sans précédent et agressif destiné à intimider les manifestants. Les jeunes dans les banlieues pauvres sont l'objet d'une méfiance permanente et de contrôles humiliants, quand ce n'est pas encore pire. L'aggravation des politiques sécuritaires et de la répression des petits délits conduit aux prisons surpeuplées, un enfer carcéral pour les prisonniers et leurs gardiens. La même fuite en avant des classes dirigeantes et de leur gouvernement entraîne l'aggravation de la xénophobie et du racisme, l'accentuation des discriminations. Dans la logique de la politique de classe, de l'accentuation de l'exploitation, non seulement les différences deviennent des prétextes à l'inégalité mais c'est très consciemment que le gouvernement et une bonne partie de la classe politique, à la suite de Le Pen, pratiquent des amalgames entre musulmans et intégristes musulmans, désignant ainsi de potentiels boucs-émissaires à la colère de la population.

Cette évolution réactionnaire s'inscrit dans le tournant qui s'est opéré sur le plan international avec la victoire du Brexit et la victoire de Trump aux Etats-Unis. Protectionnisme et fermeture des frontières, escalades guerrières sont partie prenante de l'offensive des multinationales contre les travailleurs et les peuples dans le cadre de l'exacerbation de la concurrence au niveau mondial. Le chaos et la destruction semés au Moyen-orient par les puissances impérialistes ont été le terreau sur lequel ont prospéré les bandes armées terroristes de la même façon que les politiques d'austérité et le désarroi qu'elles ont engendré

ont nourri la révolte que dévoient en violence et en haine contre leurs semblables tous les courants ultra-réactionnaires, l'extrême droite, les intégristes de toutes les religions et le terrorisme islamiste.

Croire comme le suggère Mélenchon qu'il suffit de voter pour lui et pour les changements institutionnels qu'il préconise pour en être protégés est une illusion aussi dangereuse que celle qui a conduit à la démoralisation de centaines de milliers de militants de gauche dans les années 1980 parce qu'ils avaient cru au mirage de l'Union de la Gauche et à Mitterrand. Mitterrand, Jospin, Hollande, n'ont pas suffi ?

Comme du temps de Jaurès, le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage. L'exacerbation de la concurrence, l'accentuation des tensions internationales sont lourdes de danger pour l'humanité, lourdes des menaces de globalisation des conflits qui ensanglantent déjà plusieurs régions de la planète. Elles éloignent également encore plus la possibilité pour l'humanité de prendre à bras le corps la protection de la nature et le respect des contraintes environnementales qui exigent une coopération internationale, une planification démocratique à l'échelle mondiale, le renversement du capitalisme.

### **L'avenir, c'est le monde du travail et la jeunesse**

C'est pourquoi, c'est non seulement dans leur propre intérêt que les travailleurs et la jeunesse se battent pour exiger la satisfaction de leurs besoins par une autre répartition des richesses, les droits démocratiques mais dans l'intérêt de toute l'humanité. Il s'agit de travailler à un bouleversement social qui ait comme objectif une réorganisation globale de la société.

Il n'y aura pas de véritable démocratie sans la conquérir, conquérir le droit et le pouvoir effectif de contrôler l'ensemble de l'économie et l'État lui-même.

Cela passe par l'expropriation des banques et la création d'un monopole public bancaire sous le contrôle de ses sa-

lariés et de toute la population, mais l'expropriation aussi de ces multinationales dont l'intérêt seul guide la marche de la société. Assez de ces trusts du pétrole qui font et défont les gouvernements en Afrique et guident la diplomatie au Moyen-Orient, assez de ces trusts de l'automobile qui s'opposent à toute réorganisation rationnelle des transports, assez de ces trusts de la pharmacie, de l'agro-alimentaire qui contrôlent la santé et l'alimentation, expropriation et reconversion des trusts de l'armement qui s'engraissent du sang des interventions militaires.

Les travailleurs, les jeunes n'ont pas d'intérêts nationaux à défendre. Tous ceux qui voudraient le leur faire croire, de Le Pen et Fillon à Mélenchon en passant par Macron, tous ceux qui se revendiquent de la France et du drapeau tricolore, veulent en réalité masquer les oppositions de classe et détourner la colère des travailleurs des vrais responsables de la catastrophe sociale, les classes dirigeantes.

L'avenir est à l'internationalisme, à commencer par une Europe des travailleurs et des peuples pour aller vers un monde sans frontières, un monde de la coopération internationale, seul à même de répondre aux grands problèmes de l'humanité de la même façon que c'est par la coopération internationale que la science a toujours avancé.

Ce programme, cette démarche, nous les défendons comme le font aussi nos camarades de Lutte ouvrière. C'est bien pourquoi la question des relations entre nos deux organisations est souvent posée par celles et ceux que nous rencontrons dans la campagne.

Quels que soient les résultats électoraux, ces élections signent une rupture, une nouvelle époque s'ouvre, le rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires est à l'ordre du jour.

Pour le dire, pour peser dans ce sens et préparer les combats futurs, votez et faites voter Philippe Poutou.

*Galia Trépère*

## **1995-2017, retour sur des occasions manquées... Éléments de bilan pour préparer la suite**

Cet article se propose de revenir sur les deux décennies qui nous séparent de l'élection présidentielle de 1995 qui vit le mouvement révolutionnaire obtenir pour la première fois, en la personne d'Arlette Laguiller, un score significatif en dépassant les 5 %. Alors que s'achève la première phase de la campagne de 2017, sans préjuger des résultats électoraux, il nous semble important de jeter un regard critique sur cette période qui a été riche en occasions que le mouvement révolutionnaire n'a pas pu ou su saisir. Cela nous semble indispensable pour discuter d'une politique pour la suite quels que soient les scores que réaliseront Philippe Poutou et Nathalie Arthaud. 2017 solde les comptes de ces deux décennies, écrit de nouveaux rapports de force politiques. Il y a quelques semaines, la presse s'empressait d'enterrer le mouvement

révolutionnaire, un peu hâtivement. Celui-ci démontre sa vitalité dans un contexte difficile. Une nouvelle période s'ouvre et nous avons besoin de l'aborder en tirant les enseignements des échecs passés.

D'ores et déjà l'écho rencontré par Philippe, et de façon différente mais réelle par Nathalie Arthaud, les convergences entre les deux campagnes du NPA et de LO sont révélateurs de possibilités nouvelles. Les saisir suppose que nous soyons à même de faire un bilan critique des occasions manquées. Pour nous, les batailles électorales ne valent qu'autant qu'elles renforcent la classe ouvrière, son niveau de conscience et d'organisation, qu'elles permettent concrètement un pas en avant vers la construction d'un parti des travailleurs. Et en la matière, il n'y a rien d'automatique ni de spontané.

Ce retour en arrière est aussi pour *Démocratie révolutionnaire* l'occasion d'un retour sur les origines de notre courant, notre exclusion de Lutte ouvrière en mars 1997, il y a vingt ans, d'un bilan sur la politique que nous avons défendue et menée, l'apport qu'elle a pu représenter et qu'elle pourra représenter pour la suite.

### **1995, sanction des reniements de la gauche...**

Le 17 mai 1995, François Mitterrand installait à l'Élysée son successeur, Jacques Chirac. 14 ans de présidence socialiste prenaient fin, une passation de pouvoir bien huilée. En effet, depuis 1993 c'était déjà la « cohabitation » entre le président socialiste et une majorité parlementaire et un gouvernement de droite. Cette « cohabitation » était la deuxième du genre, après la période de 1986-1988. Cette passation des pouvoirs s'inscrivait dans une alternance bien rodée à travers laquelle droite et gauche poursuivaient la même politique au service des classes dominantes, une offensive contre le monde du travail.

L'élection avait vu Lionel Jospin récupérer une partie des voix précédemment perdues par le Parti Socialiste. Et Le Parti communiste ne retrouvait même pas la moitié de son électorat de 1981, à peine plus que son score de 1988 qui était le plus bas. Le lent déclin du PC étouffé par sa propre politique d'union de la gauche se poursuivait...

Au sein du monde du travail, le désaveu de cette gauche de droite prenait de la vigueur et s'était exprimé sur la candidature d'Arlette Laguiller qui réalisait 5,3 % des voix alors que la LCR appelait confusément au « vote ouvrier » Dominique Voynet, Robert Hue ou Arlette !

L'écho rencontré par la campagne de LO, son score, le contexte, tout concourait à encourager une politique qui puisse représenter un pas important vers la construction d'un parti. Cependant, dans *Lutte de Classe* de l'été 95, LO écrivait : « *C'est dans cette optique, aussi, de la construction du parti, que nous pensons que les 5,3 % de voix obtenus par Arlette Laguiller étaient insuffisants pour créer le choc qui aurait pu précipiter les choses, au sens commun comme au sens chimique du terme. Elle a néanmoins lancé un appel au soir du premier tour à tous ceux qui avaient voté pour sa candidature et à ceux qui avaient été tentés de le faire mais avaient cédé finalement à l'illusion de voter « utile » en votant pour Hue ou Jospin pour qu'ils apportent leur pierre à la construction d'un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière.* »

« *Il s'agissait bien sûr d'un simple appel propagandiste.* » écrivait LO, un peu plus tard, en janvier 96, lors de sa conférence nationale qui se tenait juste après le mouvement de novembre-décembre 95.

### **« Faire de l'appel d'Arlette une politique »**

Celles et ceux qui refusèrent de se plier à cette dérobade furent exclus de LO en mars 97. Nous écrivions alors dans une brochure intitulée, « *Fausse raison d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture* » ([http://www.lcr-debatmilitant.org/Textes/fausses\\_raisons.htm](http://www.lcr-debatmilitant.org/Textes/fausses_raisons.htm)) : « *Dès le lendemain des élections présidentielles, la politique de l'organisation (Lutte ouvrière, ndlr) était ambiguë, comme si par avance*

*on se préparait au repli. C'est ce que résume le paragraphe 14 du texte sur « la situation intérieure » en disant que notre score aux présidentielles « ne représentait pas un déplacement considérable de voix, une poussée suffisante vers les idées que nous défendons, pour d'une part avoir une quelconque signification sur l'évolution de l'état d'esprit d'une fraction des masses populaires et, d'autre part, représenter pour nous la perspectives d'un afflux de sympathies vers nos idées et de militants potentiels vers notre organisation.*

Ce n'est qu'un score bien plus élevé, au moins le double, qui aurait pu permettre d'avoir l'espoir que cela se concrétise sur le terrain militant. » »

Et pourtant cette analyse ne nous empêchait pas d'écrire dans *Lutte de classe*, l'été 95 : « *Il n'y a nul miracle à attendre d'un appel. Mais il fixe un objectif militant, un objectif politique. Ce qui est certain, c'est qu'un parti politique pour la classe ouvrière n'est pas seulement une nécessité historique - elle l'est depuis des décennies ! - mais une nécessité à court terme pour faire face aux menaces qui pèsent sur les travailleurs.* »

Le sens politique de l'appel d'Arlette était bien de définir une orientation, ce fut la volonté de lui « *donner un contenu concret, vivant, dynamique* » qui a été à l'origine de notre exclusion. La cause et sa conséquence se rejoignent dans le refus de la direction de LO d'imaginer pouvoir instaurer en son sein ou dans un cadre de regroupement des rapports démocratiques.

La pertinence de notre volonté de faire de l'appel d'Arlette une politique fut soulignée par la réaction de différents groupes principalement la LCR et surtout par le mouvement de novembre-décembre.

La grève déclenchée par l'attaque de Juppé, alors Premier ministre, contre les fonctionnaires et les travailleurs des services publics et contre la Sécu était le signal que les salariés relevaient la tête. La victoire de la grève des cheminots et des travailleurs du secteur public donnait un coup d'arrêt aux nouvelles attaques que le gouvernement s'apprêtait à porter contre eux, et aussi contre l'ensemble des travailleurs qui soutenaient largement le mouvement. Le gouvernement, Juppé, avaient été contraints de reculer, c'était une victoire pour l'ensemble de la classe ouvrière.

La question qui était alors posée au mouvement révolutionnaire, à la direction de LO, n'était pas de trouver « *le plus petit dénominateur commun* » rassemblant les révolutionnaires mais d'offrir une politique, une perspective répondant aux besoins du mouvement ouvrier.

### **« Un premier pas et un tournant »**

Tel était le titre de l'éditorial du premier numéro de *Voix des travailleurs* (VDT) paru le 17 avril 1997 ([http://www.arch-vdt.org/vdt/Vdt001/une\\_1.htm](http://www.arch-vdt.org/vdt/Vdt001/une_1.htm)) quatre semaines après notre exclusion. « *Il est un premier pas, écrivions nous, bien timide et hésitant par rapport aux tâches devant lesquelles nous nous trouvons après une dure rupture, difficile à surmonter de par les conclusions qu'elle nous*

*oblige à tirer. Notre exclusion de Lutte ouvrière est en soi un fait qui peut sembler minime et sans importance, mais de par ce qu'elle signifie, du point de vue des possibilités de construire l'organisation, le parti, nécessaire à la classe ouvrière, cette exclusion exprime le fait que Lutte Ouvrière ne peut plus réellement représenter l'organisation à partir de laquelle pourra naître un véritable parti des travailleurs. Loin de nous l'idée de dire que tous ceux qui comme nous ont apporté et continuent d'apporter leur dévouement à nos objectifs communs sont perdus, ce serait ridicule et stupide. Mais Lutte Ouvrière telle qu'elle est aujourd'hui, telle qu'elle conçoit sa politique en tant qu'organisation, ne peut plus avoir les initiatives qui permettraient à toutes les volontés qui veulent apporter leur pierre à la construction de ce parti de se retrouver, quels que soient leur passé politique, leur cheminement, les étapes de leur prise de conscience, leur niveau actuel de conscience, au coude à coude dans un cadre qui permette à chacun de donner le meilleur de lui-même.[...] De fait une nouvelle période s'ouvre, n'en déplaise à tous les esprits chagrins qui voudraient que rien ne change, une nouvelle période qui exige de nouvelles initiatives, qui exige que l'ensemble de l'extrême-gauche, si elle veut jouer un rôle actif dans les événements et les luttes à venir, s'en donne les moyens »*

*« Il y a une génération de militants, déçus de la gauche ou de l'extrême-gauche, à aider à se remettre au travail, une autre, la jeunesse, à gagner, convaincre et entraîner.*

*Nous nous considérons comme une tendance du mouvement trotskyste, concentrée sur ses tâches et ouverte à tous les échanges, confrontations et collaboration.*

*Nous entendons ainsi contribuer à ce que le mouvement révolutionnaire se donne les moyens matériels, humains politiques pour nous préparer à une remontée du mouvement ouvrier.*

*Nous voulons agir pour que se constitue le cadre nécessaire à la collaboration de tous ceux qui veulent participer à la construction du parti dont la classe ouvrière a besoin.*

*Bien évidemment nous ne tirons pas un trait sur notre organisation. Les questions de personne, de prestige, au nom desquels nos camarades ont été pris en otage, ne peuvent effacer les vrais problèmes politiques qui se discuteront au niveau des idées et au niveau des actes.*

*Notre organisation ne peut plus, telle qu'elle est maintenant, faire face à ses responsabilités et engagements. Comment cela va-t-il se manifester, nous verrons, mais il faut préparer l'avenir. »*

### **Unité électoraliste entre LO et la LCR**

La première manifestation de l'évolution de LO fut l'accord qu'elle réalisa avec la LCR pour les élections européennes de 1999, un accord qui ne répondait qu'à une préoccupation électoraliste, avoir des députés au parlement européen, sans chercher à dépasser les divisions pour avancer vers un rassemblement des révolutionnaires pour construire un parti. Bien au contraire, toute la campagne était conçue pour bien marquer les délimitations, préserver les prés carrés.

Pour notre part, nous avons commencé à mettre en œuvre notre politique tout en poursuivant notre travail d'implantation dans le monde du travail et la jeunesse. Nous ne voulions pas construire un énième groupe révolutionnaire et avons engagé des discussions et un travail militant avec la LCR en vue d'une fusion-intégration. Dans l'éditorial du dernier numéro de VDT le numéro 135 ([http://www.arch-vdt.org/vdt/VDT135/une\\_135.htm](http://www.arch-vdt.org/vdt/VDT135/une_135.htm)) paru le 27 juillet 2000 après le congrès de la LCR décidant de la fusion-intégration avec VDT intitulé « L'extrême-gauche à la croisée des chemins », nous écrivions : « Les mois qui nous séparent des dernières élections européennes ont été des mois d'espoir puis de déception. Tous ceux qui ont soutenu les candidats révolutionnaires aux élections au Parlement européen, qui ont fait campagne avec eux, pour eux, attendaient quelque chose de neuf de ce succès important de l'extrême-gauche que fut l'élection de cinq députés révolutionnaires.[...] Lutte Ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire avaient conclu un accord électoral, aucune des deux organisations ne donnait à cet accord un autre sens, une autre portée, pas plus d'ailleurs que leurs deux minorités. Seule une pression venue d'en bas aurait pu imposer que ce simple accord électoral se transforme en un projet politique, c'est-à-dire créer un cadre organisationnel et politique pour faire de la nouvelle force politique qui s'était exprimée électoralement une réalité militante.

*Aujourd'hui, la déception pèse devant l'échec qui aboutit à la rupture pour les élections municipales. La responsabilité en revient à LO dont le cours sectaire est devenu le principal obstacle à tout pas en avant significatif de l'extrême-gauche.*

*Seule une extrême-gauche unie serait capable de faire face, au mieux, aux nécessités du moment.*

*Le mouvement ouvrier est confronté à une situation nouvelle du fait de l'effondrement du stalinisme, de l'offensive libérale de la bourgeoisie et, ici, de l'intégration du Parti socialiste et du Parti communiste à la défense de cette politique hostile au monde du travail avec en corollaire, une soumission des organisations syndicales.[...]*

*La nouvelle force politique qui s'est affirmée sur le plan électoral depuis 1995 est en train de devenir la force motrice des luttes en cours ou qui sont en gestation.*

*Les consciences des travailleurs évoluent bien plus vite que, souvent, les militants ne le croient. Les illusions réformistes s'effondrent sous les coups de l'offensive libérale, la confiance dans les partis de gauche se ruine sous les effets de leur duplicité, de leur suffisance comme de la cohabitation, une lucidité nouvelle arme la révolte, nourrit une volonté de lutte, voire une aspiration militante.*

*Cette force nouvelle deviendra une réalité militante par la fusion de l'extrême-gauche et du mouvement social à travers les luttes tant sociales que politiques. Son programme sera celui de la nécessité du contrôle démocratique de la population sur l'économie et la marche de la société pour en finir avec les méfaits du capitalisme, c'est-à-dire pour l'abolition de la propriété bourgeoise, le programme de la démocratie révolutionnaire.*



*Notre tâche est d'aider à cette naissance. »*

La suite vérifia cette analyse. La rupture d'une large fraction du monde du travail avec la gauche gouvernementale, institutionnelle se confirma sur le plan électoral tant à la présidentielle de 2002 qu'à celle de 2007.

### **Le mouvement révolutionnaire pris au piège de ses divisions**

Malheureusement, en ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle, l'extrême-gauche ne réussit pas à trouver les moyens de sortir de ses faiblesses. En 2002, LO refusait tout simplement l'idée qu'Arlette puisse être la candidate de tout le mouvement révolutionnaire même si cette idée ne faisait pas l'unanimité au sein de la LCR. En 2007, les vieilles divisions reprenaient le dessus. Entre temps, aux élections régionales et européennes, LO avait certes recherché l'unité avec la LCR, mais cette fois encore pour de simples raisons électoralistes par ailleurs déçues...

Pourquoi l'extrême gauche n'a-t-elle pas réussi à franchir une étape significative alors qu'en 1995 Arlette Laguiller réalisait plus de 5 % des voix à l'élection présidentielle, puis en 2002 Arlette Laguiller et Olivier Besancenot réalisaient ensemble plus de 10 %, des voix et en 2007 près de 6 %.

Comment expliquer que Lutte ouvrière et la LCR aient obtenu 5 députés au Parlement européen sans que cela ne débouche sur quoi que ce soit.

Dire ce sont les rapports de force, les conditions objectives, serait un mensonge à nous-mêmes. Les directions ont une lourde responsabilité dans cet échec. Aucune n'a été à même de formuler une perspective capable d'unifier le mouvement révolutionnaire ou n'a seulement posé la question sérieusement. Ceux qui s'y sont attelés, comme notre courant, étaient par trop minoritaires pour pouvoir y parvenir.

L'extrême gauche reste dominée par des conceptions héritées du passé de groupes condamnés à la marginalité par la domination du réformisme social-démocrate ou stalinien, sans cesse tiraillés entre la proclamation révolutionnaire et l'adaptation aux appareils dominants et cela alors que les conditions sociales et politiques sont bouleversées et par l'effondrement du vieux mouvement ouvrier et par l'offensive des classes capitalistes. Nous sommes maintenant en position d'œuvrer à l'émergence d'un nouveau mouvement ouvrier et révolutionnaire. Cela suppose de nous dégager des conceptions passées à travers un vaste travail d'élaboration politique, pratique et militant pour répondre aux nécessités et aux possibilités du moment.

### **La fondation du NPA, une réponse inaboutie**

Au lendemain de la présidentielle de 2007, s'est formée au sein de la LCR une majorité dont notre courant faisait partie pour mettre en œuvre un processus de rassemblement des anticapitalistes qui aboutit en 2009 à la fondation du NPA. Il était juste d'engager cette bataille même si dès son origine, le NPA fut traversé par une contradiction entre une conception qui visait à construire un parti large sans stratégie clairement définie et celle qui voulait rassem-

bler les anticapitalistes et révolutionnaires. Mais il était une tentative de dépasser les divisions passées pour rassembler toutes les forces et travailler à la mise en œuvre d'un programme, d'une orientation, à la construction d'un outil efficace et démocratique capable d'associer, d'entraîner à travers les combats qu'engendre la résistance contre la crise dans laquelle la politique des classes dominantes plongent la société.

Là était l'ambition du NPA même si les uns et les autres n'y mettaient pas le même contenu. Et puis il y avait et il y a la réalité du projet du NPA comme constitution d'un cadre militant démocratique et ouvert dans lequel pouvaient et peuvent se retrouver la jeune génération qui s'engage en politique comme toutes celles et ceux qui rompent avec la politique de la gauche libérale ou réformiste dans un processus de construction d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société.

Animer, diriger ce processus supposait avoir une vision stratégique suffisamment forte et enracinée dans les réalités sociales et politiques pour définir une orientation tout en acceptant les expérimentations, en tirant collectivement les bilans. De fait, la direction mais aussi l'ensemble du parti, n'en ont pas eu la capacité.

### **Crise et paradoxe de 2012**

La contradiction qui travaillait le NPA dès sa fondation s'est développée sous la pression des réformistes anti-libéraux qui voulaient reprendre l'initiative pour tenter de capitaliser le mécontentement qui s'était exprimé en 2005 au moment du référendum sur la constitution européenne alors que la crise du Parti communiste avait connu un nouvel approfondissement. La formation du Parti de gauche en 2009 puis celle du Front de gauche allaient percuter la conception du projet du NPA qui aurait voulu laisser dans le flou la démarcation entre réformistes et révolutionnaires.

La présidentielle de 2012 a été le moment de cristallisation des contradictions à l'œuvre. La pression du Front de gauche, de la candidature de Mélenchon opposée à celle de la première candidature de Philippe Poutou obligeait à des clarifications. Le NPA ne pouvait à la fois présenter un candidat anticapitaliste et révolutionnaire et prétendre à être un parti large stratégiquement non délimité participant à la recomposition à gauche de la gauche.

Le seul contenu que pouvait prendre le projet du NPA était et est celui d'une démarche en réponse à la crise du mouvement ouvrier et révolutionnaire face à la nouvelle période. La campagne présidentielle de 2012 permit d'affirmer, pour l'essentiel, cette orientation alors que le noyau dirigeant qui avait impulsé le projet du NPA partait à la recherche du « parti large » au sein du Front de gauche...

### **2017, les questions sans réponses à nouveau posées**

La présidentielle solde les comptes de ces deux décennies et écrit les nouveaux rapports de force politiques dans leur expression électorale. Elle solde les comptes pour les

partis institutionnels qui alternent au pouvoir pour gérer les affaires du grand patronat et des banques. Elle solde aussi les comptes pour le PC qui s'efface derrière Mélenchon sans même être en mesure d'exercer la moindre pression politique comme pour le PS que ses propres dirigeants s'efforcent de liquider.

La question de la construction d'un parti des travailleurs est à nouveau posée en termes de masse de par l'écho que rencontre la campagne autour de Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud.

Les arguments électoralistes avancés par la direction de LO en 1995 pour remettre dans sa poche l'appel d'Arlette s'avèrent vide de sens. La question de la possibilité d'avancer vers un parti des travailleurs entraînant une fraction non négligeable de la classe ouvrière ne peut être réduite à une question de score électoral. 5 % ce n'était pas assez, il fallait faire 10 % !

Tout le monde comprend bien aujourd'hui que l'argument du score électoral n'était qu'une mauvaise justification pour une vraie dérobade afin de se protéger des exigences démocratiques qu'implique une politique visant à offrir un cadre militant ouvert à celles et ceux qui se tournent vers nous.

C'est une telle politique que nous défendions en 1995, elle nous semble aujourd'hui une évidence même si le contexte est changé ou plutôt d'autant plus que le contexte est changé.

LO prétendait se protéger des influences extérieures mais comment construire un parti sans prendre le risque de se confronter aux autres courants politiques ?

Être en mesure de mener une telle politique suppose une clarté stratégique et une direction, une organisation forte et indépendante des pressions des milieux de la gauche réformiste ou syndicaliste tout en étant capable d'avoir une politique en leur direction, y compris et en particulier dans sa nouvelle mouture populiste et bonapartiste.

Si Lutte ouvrière a cru se protéger, ce qui ne l'a pas empêché jadis de participer à des listes aux élections municipales avec le PS, le NPA ne s'est pas pleinement dégagé de ces pressions. Et la candidature de Philippe y cède parfois même si elle s'inscrit pleinement dans une politique de rassemblement des anticapitalistes sur des bases de classe autour d'un projet de transformation révolutionnaire de la société.

Pour certains camarades elle reste une candidature par défaut en particulier pour des camarades qui se retrouvent dans l'orientation de la majorité de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Le « communiqué d'appui à Philippe Poutou et au NPA » des camarades d'Anticapitalistas (Etat espagnol) exprime de façon très nette la divergence politique sur ce point : « *La crise de la politique officielle est aussi le reflet d'une crise sociale profonde : celle d'une société déchirée par les problèmes identitaires, par les politiques d'austérité, par l'exclusion, par la fin de l'Etat Providence. Bien entendu il y a eu, dans ce panorama, des résistances : nous n'oublions pas Nuit debout ni les grèves impulsées par la CGT qui ont*

*placé au centre la force de la classe ouvrière organisée. La gauche n'a cependant pas été capable de construire une candidature rassemblant largement et de façon unitaire, prenant à son compte, à travers un programme contre l'austérité, tout ce potentiel et ce mécontentement et regroupant, autour d'une alternative crédible à Le Pen, un éventail d'organisations allant de secteurs du réformisme anti-néolibéral jusqu'à des forces anticapitalistes et révolutionnaires comme le NPA. Pour défendre, en somme, un projet qui constitue un barrage devant la montée des néofascismes, qui s'engage à rompre avec l'austérité promue par l'UE et qui s'affronte au pouvoir économique au profit des classes populaires. » Ce préambule au soutien affirmé à Philippe fait de sa candidature une candidature par défaut. C'est erroné et pour que notre campagne puisse permettre un réel pas en avant dans le sens de la construction d'un parti des travailleurs il est indispensable de rompre avec cette façon de voir.*

### **Le regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires**

Par delà leurs faiblesses, leurs hésitations la campagne du NPA et de LO ont convergé sur l'essentiel, la volonté de faire entendre le camp des travailleurs en rupture avec les partis institutionnels pour porter un programme d'urgence autour des exigences vitales du monde du travail en particulier le partage du travail entre toutes et tous pour faire face au chômage, la question des salaires, la nécessité d'en finir avec le capitalisme pour enrayer la régression sociale, démocratique, les politiques sécuritaires et militaristes et bâtir une économie libérée de la course au profit et de la concurrence.

Dans ces élections comme dans notre activité militante quotidienne il apparaît de façon large que nous ne sommes pas en concurrence mais complémentaires et solidaires.

Il y a là les bases politiques pour avancer vers le dépassement des divisions pour construire un cadre ouvert à celles et ceux qui se détournent des marchands d'illusions de la gauche, aux militants et sympathisants du PC, aux syndicalistes en recherche de cadre politique, aux milieux influencés par les idées libertaires, à ceux qui se sont fait les militants du mouvement du printemps dernier, aux travailleuses et travailleurs du rang, aux jeunes qui se tournent vers la politique.

Nous savons qu'une telle politique ne fait pas l'unanimité au sein du NPA ou dans LO mais, encore plus qu'en 95, il est indispensable de la défendre publiquement.

Les évolutions, les initiatives viendront des militants, des sympathisants, des proches, de toutes celles et ceux qui ne comprennent pas nos rivalités.

Avancer vers l'indispensable rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires ne signifie pas brandir l'unité comme une incantation mais concevoir une orientation qui rassemble et crée les bases d'activités et d'interventions communes. Cela ne se décrète pas.

Les références au passé ne peuvent suffire à fournir les bases politiques et programmatiques d'un parti des travailleurs. Réussir passe par un travail collectif d'élaboration d'une politique, d'une stratégie qui prennent en compte l'évolution du capitalisme mondialisé, la fin des partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, l'émergence d'un nouveau populisme de gauche, d'une nouvelle classe ouvrière à l'échelle internationale pour que le mouvement révolutionnaire soit en mesure de développer un programme inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier,

dans celle du capitalisme lui-même afin de rendre crédible la perspective de la transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme, le communisme.

Dans cette campagne, ni le NPA ni LO nous n'y sommes réellement parvenus. Surmonter cette limite, c'est à dire construire un cadre politique qui permette de rassembler dans une compréhension commune de la période et des tâches, sera un pas déterminant vers le dépassement des divisions et la construction d'un parti des travailleurs.

*Yvan Lemaitre*